

Après la menace d'entrer en grève de la Confédération des syndicats des régies financières et administrations

Le ministre d'Etat au Budget désamorce la "bombe"

Willy NDONG

Libreville/Gabon

LES responsables de la Confédération des syndicats des régies financières et administrations (Cosyref) ont menacé mercredi dernier de claquer la porte des négociations lors des prochains travaux de la commission bipartite entre le gouvernement et les partenaires sociaux, si les autorités ne prenaient pas en compte leurs principales revendications, notamment celle concernant le nouveau cadre juridique devant désormais encadrer leurs différentes primes. La Cosyref est allée même plus loin, en menaçant le gouvernement de déclencher, dans les tout prochains jours, un mouvement de grève si aucune solution n'était trouvée.

Face à cette situation, le ministre d'Etat au Budget et Comptes publics, Jean-

Fidèle Otandault, a réuni hier, à son cabinet de travail, les responsables de la Cosyref, pour une importante séance de travail. Le but de cette rencontre était de trouver des solutions immédiates aux problèmes posés par les responsables syndicaux.

« Au cours de la rencontre de ce jour avec les partenaires sociaux, six points principaux ont été débattus. S'agissant du principal point bloquant, celui concernant le cadre juridique, dont l'Union a fait écho dans sa parution du mercredi 8 novembre, il sera désormais traité, non plus par la Commission bipartite, mais par le gouvernement, au vu de l'importance du sujet. Mieux, des instructions ont été données à la Commission, afin qu'elle se fasse la restitution des travaux dans deux semaines au plus tard », a indiqué le membre du gouvernement, au sortir de cette rencontre.



Photo : D.R

Le ministre d'Etat au Budget, Jean-Fidèle Otandault, lors de la réunion de travail avec les représentants de la Confédération des syndicats des régies financières.

Du côté des responsables de la Cosyref, c'est le succès total. « Nous avons eu des entretiens francs avec M. le ministre du Budget sur la situation économique du

pays. Ce dernier nous a convaincus de la nécessité de reprendre les travaux en commission et de surseoir à notre mouvement de grève, compte tenu de la situation que traverse actuellement le pays. Nous l'avons compris. Ainsi, l'assemblée générale prévue pour le 12 novembre, est reportée au 28 novembre prochain. Pour notre part, nous allons poursuivre les travaux en commission pour trouver des solutions aux problèmes qui constituent la pierre d'achoppement de nos négociations », a déclaré le

président de la Cosyref, Wilfried-Erisco Mvou Osialas.

Ainsi donc, Jean-Fidèle Otandault a réussi à désamorcer la "bombe" des syndicats des régies financières, dans un contexte économique éprouvant pour le pays. De leur côté, les responsables de la Confédération des syndicats des régies financières et administrations ont compris la nécessité de surseoir à leur grève, en privilégiant le dialogue, pour le bien de la nation tout entière.

Plan de relance économique (PRE)

Une mission du FMI en séjour de travail de dix jours au Gabon



Photo : D.R

Le ministre de l'Economie, Jean-Marie Ogandanga en séance de travail avec les représentants du FMI.

MSM

Libreville/Gabon

DANS le cadre de la préparation de la 3e revue du Fonds monétaire international (FMI), le ministre de l'Economie, Jean-Marie Ogandanga, a présidé, le 7 novembre à Libreville, une séance de travail avec une délégation du FMI conduite par son chef de mission pour le Gabon, Boileau Loko, et les administrations gabonaises concernées. Cette mission de dix jours vise essentiellement à faire le point sur les développements économiques récents du pays, et aussi sur les perspectives de l'année 2018-2019.

« Notre objectif commun avec le gouvernement gabonais, c'est de contribuer à la relance de l'économie nationale pour que le Gabon puisse continuer à avoir une croissance forte et inclusive. Ce qui pourrait avoir un effet relativement impor-

tant sur la réduction de la pauvreté », a précisé Boileau Loko.

Selon le chef de mission du FMI, le point principal des discussions sera au niveau du budget. Notamment les réalisations au niveau des finances publiques pour l'année 2018. Mais il sera aussi question d'examiner si le budget 2019 permettra au Gabon d'arriver à un taux de croissance relativement élevé.

« Dans le cadre de ce travail, il est question que nous passions en revue toutes les problématiques de nos engagements vis-à-vis du Fonds monétaire international. Je vais laisser aux techniciens le soin de faire leur travail pour que d'ici dix jours, ils nous disent ce qui en est des performances de notre économie, pour nous permettre de continuer à collaborer avec notre partenaire au développement qu'est le Fonds monétaire international », a souligné Jean-Marie Ogandanga.

La solution à vos investissements.

Avec BICI-BAIL GABON, optimisez vos financements grâce au **Crédit-Bail**, la **Location Longue Durée** et la **Location Avec Option d'Achat**.

Pour plus de renseignements, rapprochez-vous de vos agences.

La solution à vos investissements

Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie du Gabon (BICIG) - Société Anonyme avec Conseil d'Administration au capital de FCFA 18 000 000 000 - Siège social 714, Avenue du Colonel Parant - BP 2241 Libreville (Gabon) - RCCM n° 2002 B 01732 - NF 79027/A - Code Banque 40001 - Tél. : + 241 01 74 26 13 - Fax : + 241 01 74 40 34 - Email : bci@bici-bailgabon.com